

Accord professionnel

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

(25 janvier 2007)

AVENANT DU 27 AVRIL 2007

**À L'ACCORD DU 25 JANVIER 2007 RELATIF À LA PROROGATION
DES MANDATS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL DANS LES IEG**

NOR : ASET0750747M

PRÉAMBULE

La loi du 5 mars 2007 a reporté au 31 décembre 2007 l'échéance initialement fixée au 12 août 2007 par la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, pour organiser les élections professionnelles dans l'ensemble des entreprises des IEG ; dans ce contexte, les signataires de l'accord du 25 janvier 2007, relatif à la prorogation des mandats des représentants du personnel dans la branche des IEG, conviennent unanimement ce qui suit :

Article 1^{er}

*Prorogation des mandats actuellement en cours
des représentants du personnel*

Article 1.1

L'accord de branche du 25 janvier 2007 a prorogé jusqu'au 12 août 2007 les mandats des représentants du personnel siégeant au sein des organismes suivants :

- commissions secondaires et paritaires du personnel (CSP et CPP) ;
- conseil supérieur consultatif des comités mixtes à la production (CSC des CMP) ou organismes en tenant lieu ;
- commissions nationales constituées auprès du CSC des CMP ou organismes en tenant lieu et des commissions nationales instituées dans certaines entreprises ;
- comités mixtes à la production (CMP) ;
- sous-comités mixtes à la production (S/CMP) ;
- comité national d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'EDF et de Gaz de France (CNHSCT) ou organismes en tenant lieu ;
- comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et comités locaux de coordination des CHSCT (CLC des CHSCT).

Afin de tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article 28 de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières qui prolonge jusqu'au 31 décembre 2007 le délai initialement fixé pour la mise en place des institutions représentatives du personnel dans les entreprises de la branche des IEG, les parties signataires du présent avenant conviennent à l'unanimité de proroger les mandats des représentants du personnel siégeant dans tous les organismes cités ci-dessus.

Article 1.2

Les mandats ainsi prorogés s'achèveront le jour de la prise d'effet des mandats des représentants du personnel des IRP considérées, nouvellement élus ou mis en place à la suite des élections professionnelles. Cette prorogation ne pourra toutefois avoir pour effet de prolonger les mandats au-delà de la date limite fixée par l'article 28 modifié de la loi du 9 août 2004, soit le 31 décembre 2007.

Article 1.3

Pendant la période de prorogation des mandats des représentants du personnel prévue à l'article précédent, les modalités de remplacement des représentants du personnel s'effectueront dans les conditions de l'article 2 de l'accord relatif à la prorogation des mandats des représentants du personnel dans la branche des IEG du 25 janvier 2007.

Article 2

Champ d'application de l'avenant

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de l'article 3 de l'accord relatif à la prorogation des mandats des représentants du personnel dans la branche des IEG du 25 janvier 2007.

Article 3

Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée s'achevant le 31 décembre 2007 ; à cette date, il cessera immédiatement de produire tout effet.

Article 4

Extension

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant aux ministres chargés de l'énergie et du travail, dans les conditions prévues à l'article R.713-1 du code du travail.

Article 5

Notification, dépôt et entrée en vigueur

Le présent avenant fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de notification, de dépôt et de publicité prévues aux articles L.132-2-2, L.132-10 et L.135-7 du code du travail.

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès des services compétents.

Fait à Paris, le 27 avril 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;

UNEMIG.

Syndicats de salariés :

FCE-CFDT ;

CFE-CGC ;

CMTE-CFTC ;

FNME-CGT ;

FNEM-FO.